



CHAPITRE 109

Loi refondant la charte de la ville de
Beaconsfield

[Sanctionnée le 10 février 1954]

CHAPTER 109

An Act to consolidate the charter of the
town of Beaconsfield

[Assented to, the 10th of February, 1954]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Beaconsfield, a, par sa pétition, représenté que les pouvoirs accordés par sa charte, la loi 1 George V, (1ère session), chapitre 62, modifiée par la loi 6 George V, chapitre 55, sont insuffisants et qu'il est à propos, vu les circonstances, pour une administration appropriée, de refondre sa charte et de lui accorder des pouvoirs spéciaux;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de "Charte de la ville de Beaconsfield".

Disposi-
tions ap-
plicables.

2. La ville de Beaconsfield sera régie par la Loi des cités et villes, chapitre 233 des Statuts refondus de Québec, 1941, exception faite cependant pour ce qui peut être inconciliable avec les dispositions de la présente loi.

Abroga-
tions, etc.

3. Toutes les lois incompatibles avec les dispositions de la présente loi sont abrogées, principalement les lois 1 George V, (1ère session), chapitre 62, et 6 George V, chapitre 55, sont abrogées, cependant l'abrogation desdites lois ne peut être interprétée comme affectant tout droit acquis, toutes matières ou chose faites ou à

WHEREAS the town of Beaconsfield, Preamble.
has, by its petition, represented that the powers granted by its charter, the act 1 George V, chapter 62 (1st session), amended by the act 6 George V, chapter 55, are insufficient and that it is expedient, under the circumstances, for proper administration, that its charter be consolidated and that it be granted special powers;

Whereas it is expedient to grant its prayers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as the Short
"Charter of the town of Beaconsfield". title.

2. The town of Beaconsfield shall be Provisions
governed by the provisions of the Cities to apply.
and Towns Act, chapter 233, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, except in so far as they are incompatible with the provisions of this act.

3. All acts incompatible with the pro- Repeals,
visions of this act are repealed, namely etc.
the acts 1 George V (1st session), chapter 62, and 6 George V, chapter 55, are repealed; but the repeal of the said acts shall not be interpreted as affecting any acquired rights, any matter or thing done or to be done, contracts, agreements, appoint-

être faites, les contrats, ententes, nominations, résolutions, décisions, ordre en conseil ou autres procédures de même nature, les débentures, billets, les émissions d'obligations ou les règlements sanctionnés par lesdites lois, non plus que les rôles d'évaluation ou de perception ainsi que le fonds de réserve à être créé, qui continuent à être régis par lesdites lois jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, changés, remplacés ou abrogés par l'adoption de certaines procédures de la présente loi, le tout sans porter atteinte aux droits actuels.

Terri-
toires
compris.

4. La ville de Beaconsfield comprend les territoires suivants, à savoir: les numéros 1 à 33 inclusivement au cadastre de la paroisse de Saint-Joachim de Pointe-Claire, et le numéro 1 du cadastre du village de Saint-Joachim de Pointe-Claire, territoire borné comme suit, à savoir: au nord, par les numéros 137, 164 et 162 au cadastre de la paroisse de Saint-Joachim de Pointe-Claire, par le côté sud du chemin de la Côte Sainte-Marie, exception faite cependant pour ces parties des lots numéros 169, 170, 173, 174, 175, 176, 177, 178 et 179 audit cadastre de la paroisse de Saint-Joachim de Pointe-Claire, qui se trouvent au sud dudit côté sud du chemin de la Côte Sainte-Marie, en frontage du lot numéro 180 audit cadastre; au sud par le lac Saint-Louis; à l'ouest par la ville de Baie d'Urfée; et à l'est par le numéro 34 au cadastre de la paroisse de Saint-Joachim de Pointe-Claire, et les numéros 2 et 4 au cadastre du village de Saint-Joachim de Pointe-Claire, incluant subdivision des lots originaux pouvant se trouver dans le territoire ci-dessus borné, et aussi le terrain occupé dans ce même territoire par les compagnies canadiennes de chemins de fer Grand Trunk et Pacifique Canadien du Québec ou du Québec et de l'Ontario.

Corpora-
tion cons-
tituée.

Nom.

5. Les habitants et les contribuables de la ville de Beaconsfield ainsi que leurs successeurs constituent une corporation sous le nom de "Ville de Beaconsfield".

ments, resolutions, decisions, order or other proceedings of the council, debentures, notes, shares or bonds issued, or the by-laws passed under the said acts, nor the valuation or collection rolls and the sinking-funds to be created, which shall continue to be governed by the said acts until they are amended, changed, replaced or repealed by some procedures adopted under this act, the whole without prejudice of existing rights.

4. The town of Beaconsfield shall comprise the following territories, to wit: numbers 1 to 33 inclusive of the cadastre of the parish of Saint-Joachim de Pointe-Claire, and number 1 of the cadastre of the village of Saint-Joachim de Pointe-Claire, such territory being bounded as follows, to wit: on the north, by numbers 137, 164 and 162 of the cadastre of the parish of Saint-Joachim de Pointe-Claire, by the southern line of the Côte Sainte-Marie road, except however those portions of lots numbers 169, 170, 173, 174, 175, 176, 177, 178 and 179 of the said cadastre of the parish of Saint-Joachim de Pointe-Claire, which lies to the south of the said southern line of the Côte Sainte-Marie road, and by the southern line of the Côte Sainte-Marie road, in front of lot number 180 of the said cadastre; on the south by the lake St. Louis; on the west by the town of Baie d'Urfée, and on the east by number 34 of the cadastre of the parish of Saint-Joachim de Pointe-Claire, and numbers 2 and 4 of the cadastre of the village of Saint-Joachim de Pointe-Claire, including the subdivision of the original lots which may be in the territory above bounded, and also the land occupied in the same territory by the Grand Trunk Railway Company of Canada, and the Ontario and Quebec or the Quebec Pacific Railway Company.

Terri-
toires
com-
pris.

5. The inhabitants and ratepayers of the town of Beaconsfield and their successors shall constitute a corporation under the name of the "Town of Beaconsfield".

Incorpo-
ration.

Name.

S.R.,
c. 233,
a. 26,
am. pour
la ville.

6. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 6° le suivant:

Octrois
autorisés.

"7° Octroyer des deniers pour aider dans la ville ou ailleurs:

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, récréatives, agricoles ou avicoles;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scouts et de guides;

e) aux foyers et maisons de refuge;

f) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics, et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la ville, le tout aux conditions que le conseil pourra imposer.

Limite.

Les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme totale de deux mille dollars annuellement; cette somme pourra être distribuée au gré du conseil par des résolutions."

S.R.,
c. 233,
a. 47,
remp.
pour la
ville.

7. L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Compo-
sition.

"47. Le conseil de la ville se compose d'un maire et de six échevins."

S.R.,
c. 233,
a. 48,
remp.
pour la
ville.

8. L'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Maire.

"48. Le maire est élu pour deux ans par la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

Vacances.

9. Le maire et les échevins actuels, et, en cas de vacance, leurs successeurs demeurent en fonction jusqu'aux élections générales de 1954.

S.R.,
c. 233,
a. 135,
remp.
pour la
ville.

10. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

6. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 6, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 26,
am. for
town.

"7. Grant moneys to assist, in the town or elsewhere:

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, recreational, farming or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e. homes and houses of refuge;

f. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, and contribute to the up-keep of winter roads outside the town, the whole on such conditions as the council may prescribe.

The grant so appropriated shall not exceed the total sum of two thousand dollars annually; such sum may be distributed by resolution at the will of the council."

Grants
author-
ized.

Limit.

7. Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 47,
replaced
for town.

"47. The town council shall be composed of a mayor and of six aldermen."

Compo-
sition.

8. Section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 48,
replaced
for town.

"48. The mayor shall be elected for two years by the majority of the municipal electors who have voted."

Mayor.

9. The present mayor and aldermen, their successors, in case of vacancy, shall remain in office until the general election of 1954.

Vacancies.

10. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for town.

Epoque
de la con-
fection.

"135. Avant le premier d'août de chaque année, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

S.R.,
c. 233,
a. 137,
remp.
pour la
ville.

Arrondis-
sements.

11. L'article 137 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"137. Le greffier divise la liste des électeurs de la municipalité en autant de parties qu'il y a de quartiers dans la municipalité, et subdivise chaque quartier en autant d'arrondissements de votation qu'il y a de fois trois cents électeurs, en ajoutant un arrondissement s'il reste une fraction de ce chiffre."

S.R.,
c. 233,
a. 143,
remp.
pour la
ville.

12. L'article 143 de la Loi des cités et villes remplacé par l'article 3 de la loi 13 George VI, chapitre 59, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Greffier
spécial.

"143. Si, le troisième jour du mois d'août, le greffier n'a pas fait la liste des électeurs, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat, ou le magistrat de district qui la préside ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un magistrat de district à qui est assigné le district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.

Date des
élections.

13. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"173. L'élection générale du maire et des échevins de la ville a lieu tous les deux ans, le premier jour juridique d'octobre, conformément aux dispositions ci-après.

En 1954.

La prochaine élection générale aura lieu le premier jour juridique d'octobre, 1954.

Change-
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la ville,

"135. Each year, before the first of August, there shall be prepared by the clerk or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered on the electoral list."

Time of
prepara-
tion.

11. Section 137 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 137,
replaced
for town.

"137. The clerk shall divide the electoral list of the municipality into as many polling-subdivisions as there are multiples of three hundred electors for each, adding a subdivision if there remain a fraction of that number."

Polling-
subdivi-
sions.

12. Section 143 of the Cities and Towns Act, replaced by section 3 of the act 13 George VI, chapter 59, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for town.

"143. If, on the third day of the month of August, the clerk has not made the alphabetical list of electors or has not given or published the notice required by section 139, the judge of the Magistrate's Court for the district, or, in the event of the absence of such magistrate or of his inability to act, a magistrate assigned to a neighbouring district, shall, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, appoint a special clerk to prepare the alphabetical list of electors."

Special
clerk.

13. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

"173. The general election for mayor and aldermen of the town shall be held every two years, on the first juridical day of October, in accordance with the provisions hereinafter contained.

Date of
elections.

The next general election shall be held on the first juridical day of October, 1954.

In 1954.

The Lieutenant-Governor in Council may, upon the application of the council

Change.

changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Procé-
dure.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

S.R.,
c. 233,
a. 175,
remp.
pour la
ville.

14. L'article 175 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Secrétaire
d'élection.

"175. Dix jours au moins avant le vingt-quatrième jour de septembre, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

S.R.,
c. 233,
a. 179,
remp.
pour la
ville.

15. L'article 179 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Avis de
l'élection.

"179. Huit jours au moins avant le vingt-quatrième jour de septembre, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public, suivant la formule 7, sous sa signature, annonçant:

1° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

3° La nomination du secrétaire d'élection."

S.R.,
c. 233,
a. 181,
remp.
pour la
ville.

16. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Date.

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le vingt-quatrième jour de septembre, de midi

of the town, change the date for the election.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette*."

14. Section 175 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 175,
replaced
for town.

"175. At least ten days before the twenty-fourth day of September, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, and may, at any time during the election, appoint in the same manner, another election clerk, if the first one appointed resigns or refuses or is unable to perform his duties as such clerk."

Election
clerk.

15. Section 179 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 179,
replaced
for town.

"179. Eight days at least before the twenty-fourth day of September, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer shall give public notice, in the form 7, over his signature, setting forth:

1. the place, day and hour fixed for the nomination of candidates;

2. the day on which the poll for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;

3. the appointment of the election clerk."

16. Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 181,
replaced
for town.

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the twenty-fourth day of September, from

Date.

à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures."

S.R.,
c. 233,
a. 197,
remp.
pour la
ville.

Bureaux
de vote.

17. L'article 197 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**197.** L'officier-rapporteur pourra établir un bureau de votation dans chaque arrondissement ou grouper deux ou plusieurs bureaux de votation dans des salles publiques, écoles ou autres édifices spacieux."

S.R.,
c. 233,
a. 210,
remp.
pour la
ville.

Heures du
scrutin.

18. L'article 210 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**210.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à neuf heures de l'avant-midi et resteront ouverts jusqu'à huit heures de l'après-midi du même jour; et chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné, les votes des électeurs ayant droit de vote à ce bureau."

S.R.,
c. 233,
a. 220,
remp.
pour la
ville.

Invitation
à voter.

19. L'article 220 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**220.** A neuf heures précises du matin, immédiatement après avoir ainsi fermé la boîte de scrutin, le sous-officier-rapporteur invite les électeurs à voter.

Bon
ordre.

Le sous-officier-rapporteur doit faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation et veiller à ce qu'il ne soit ni gêné ni molesté à l'intérieur, non plus qu'aux abords du bureau."

S.R.,
c. 233,
a. 240,
am. pour
la ville.

Clôture
du scrutin.

20. Le paragraphe 1 de l'article 240 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**240.** 1. A huit heures de l'après-midi, le bureau est fermé et la votation est close. Il en est fait une entrée au cahier."

S.R.,
c. 233,
a. 247,
remp.
pour la
ville.

21. L'article 247 de la Loi des cités et villes, remplacé par l'article 3 de la

noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

17. Section 197 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 197,
replaced
for town.

"**197.** The returning-officer may establish a poll in each subdivision or group two or more polls in public halls, schools or other large buildings."

Polls.

18. Section 210 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 210,
replaced
for town.

"**210.** The poll shall be opened at the hour of nine of the clock in the forenoon and kept open until eight of the clock of the afternoon of the same day. Each deputy returning-officer shall, during that time, in the polling-station assigned to him, receive the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station."

Hours for
polling.

19. Section 220 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 220,
replaced
for town.

"**220.** At exactly nine o'clock in the morning, immediately after the ballot-box is locked, the deputy returning-officer shall call upon the electors to vote.

Calling
electors
to vote.

The deputy-returning-officer shall secure the admittance of every elector into the polling-station, and shall see that he is not impeded or molested in or about the polling-station."

Good
order.

20. Subsection 1 of section 240 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 240,
am. for
town.

"**240.** 1. At eight o'clock in the afternoon, the poll and the voting shall be closed; and an entry thereof shall be made in the poll-book."

Closing
poll.

21. Section 247 of the Cities and Towns Act, replaced, by section 3 of the

R.S.,
c. 233,
s. 247,
replaced
for town.

loi 12 George VI, chapitre 29, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

act 12 George VI, chapter 29, is replaced, for the town, by the following:

Egalité
de votes.

"247. S'il y a égalité de votes pour la même charge de maire ou d'échevin, l'officier-rapporteur s'adressera, par requête à un magistrat de la Cour de magistrat, à Montréal, dans les quatre jours suivants celui de l'élection, pour demander le recomptage des suffrages. Après ce recomptage, s'il y a encore égalité des votes, l'officier-rapporteur décidera immédiatement, par une déclaration écrite, lequel, parmi ceux qui ont le même nombre de votes, sera considéré élu à ladite charge.

"247. Whenever an equal number of votes are cast for the same office of mayor or of alderman, the returning-officer shall by way of petition apply to a magistrate of the Magistrate's Court in Montreal, within four days after that of the election, for a recount of votes. After such recount of votes, in the event there still exist an equal number of votes, the returning-officer shall at once decide, by a declaration in writing, who, among those having an equal number of votes, shall be considered elected to the said office.

Equal
number
of votes.

Frais de
recomptage.

Les frais de recomptage seront à la charge de la ville et le trésorier de la ville est autorisé à se conformer aux prescriptions édictées par l'article 253 de la présente loi."

The costs of the recount shall be borne by the town and the town treasurer is authorized to comply with the provisions enacted by section 253 of this act."

Costs of
recount.

S.R.,
c. 233,
a. 252,
remp.
pour la
ville.

22. L'article 252 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 4 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

22. Section 252 of the Cities and Towns Act, amended by section 4 of the act 12 George VI, chapter 29, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 252,
replaced
for town.

Délai.

"252. La demande, pour être recevable, doit être formée dans les quatre jours qui suivent celui où l'officier-rapporteur, après avoir recensé les votes, a déclaré l'un des candidats élu."

"252. The application, in order to be received, must be made within four days after that on which the returning-officer, after adding up the votes, has declared one of the candidates elected."

Delay.

S.R.,
c. 233,
a. 404,
remp.
pour la
ville.

23. L'article 404 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

23. Section 404 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 404,
replaced
for town.

Durée du
scrutin.

"404. Le scrutin dure un jour juridique, depuis neuf heures du matin jusqu'à huit heures du soir."

"404. The poll shall be held on one juridical day from nine o'clock in the morning to eight o'clock in the afternoon."

Duration
of poll.

S.R.,
c. 233,
a. 405,
remp.
pour la
ville.

24. L'article 405 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

24. Section 405 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 405,
replaced
for town.

Scrutin
continué.

"405. Si, à la fin du jour de scrutin, le nombre de votes requis n'a pas été donné, l'officier-rapporteur doit ordonner la continuation du scrutin pendant le prochain jour juridique, si demande écrite lui en est faite par le maire, par un échevin ou par trois électeurs propriétaires, dans un délai d'une heure après la clôture du scrutin."

"405. If, at the end of the day of the poll the number of votes required have not been given, the returning-officer shall order the voting to be continued on the following juridical day, if an application to that effect be made to him by the mayor, by an alderman or by three electors who are property-owners, within a delay of one hour after the closing of the poll."

Voting
con-
tinued.

S.R.,
c. 233,
s. 405a,
aj. pour
la ville.

25. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 405 le suivant:

Délai.

"405a. L'officier-rapporteur ne doit pas commencer à compter les votes avant l'expiration de l'heure dont il est fait mention à l'article 405."

25. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 405 the following:

R.S.,
c. 233,
s. 405a,
added
for town.

Delay.

"405a. The returning-officer shall not proceed to count the votes before the expiration of the hour mentioned in section 405."

Propagande, etc.

26. Le conseil pourra, par résolution, autoriser la dépense, à même le revenu général de la ville, de toutes sommes n'excédant pas quinze cents dollars par année, qu'elle croira nécessaires ou utiles pour annoncer ou faire connaître les avantages de la ville, ainsi que pour payer le coût de réceptions officielles qu'elle jugera convenable de faire et celui de délégations qu'elle croira utile d'envoyer.

26. The council may, by resolution, authorize the payment, out of the general revenue of the town, of any sums not exceeding fifteen hundred dollars per annum which it may deem necessary or useful to advertise the town or make known the advantages of the town as well as to pay the cost of such official receptions as it may deem advisable and that of delegations which it may deem useful to send.

Advertisement, etc.

S.R.,
c. 233,
s. 426,
am. pour
la ville.
Permis
de bâtir.

27. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1^o, le suivant:

"1^a Prescrire la manière de demander un permis de bâtir et fixer une échelle des droits à payer à la ville pour l'octroi de ce permis."

27. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city by adding after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
replaced
for town.

Permit
to build.

"1^a To prescribe the manner in which a permit to build shall be demanded and to fix a scale of duties to be paid to the town, for the granting of such permit."

S.R.,
c. 233,
s. 429a,
aj. pour
la ville.

28. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 429 le suivant:

Billet
d'assignation.

"429a. Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la circulation de la ville.

Paiement
pour
éviter
plainte.

Toute personne en possession de ce billet d'assignation, peut éviter qu'une plainte soit portée contre elle, en se présentant au département de la circulation de la ville et en y payant, à titre d'amende, une somme de trois dollars. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question libèrent ladite per-

28. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 429, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for town.

"429a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the town traffic department.

Notice
of
summons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the town traffic department and by paying thereat a sum of three dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the town treasurer shall free the said person from any other penalty in connection

Payment
to avoid
complaint.

sonne de toute autre pénalité relative-
ment à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne en possession de ce
billet d'assignation refuse ou néglige de
s'y conformer dans le délai qui y est
mentionné, le greffier de la Cour munici-
pale peut porter contre elle une plainte
conformément à la loi."

S.R.,
c. 233,
a. 439,
rempl.
pour la
ville.

Taxe
spéciale.

29. L'article 439 de la Loi des cités
et villes est remplacé, pour la ville, par
le suivant:

"**439.** Le conseil peut, dans le but
de payer les sommes dépensées pour
la construction d'aqueducs, puits pu-
blics, citernes ou réservoirs, et l'intérêt
sur icelles, imposer, par règlement, en
tout ou en partie sur tous les proprié-
taires ou occupants d'immeubles dans la
municipalité ou sur ceux au bénéfice de
qui ces améliorations sont faites, une
taxe spéciale annuelle en raison de l'éten-
due du front de chaque immeuble ou de
son évaluation."

S.R.,
c. 233,
a. 440,
rempl.
pour la
ville.

Respon-
sabilité
pour
taxes.

30. L'article 440 de la Loi des cités
et villes est remplacé, pour la ville, par
le suivant:

"**440.** Cette taxe spéciale est impo-
sée et prélevée même dans le cas où les
propriétaires ou occupants ne se servi-
raient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu
que la corporation ait signifié, à ces
propriétaires et occupants, qu'elle est
prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à
l'alignement de la rue vis-à-vis de leurs
immeubles respectifs."

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la ville.

Nuisan-
ces.

31. L'article 472 de la Loi des cités
et villes est modifié, pour la ville, en y
ajoutant, après le paragraphe 1°, le sui-
vant:

"1°a Pour décréter que le fait par le
propriétaire d'un lot vacant ou en partie
bâti, de laisser pousser sur ledit lot des
branches, broussailles et longues herbes,
ou d'y laisser des ferrailles, déchets, dé-
trit, papiers ou bouteilles vides, consti-
tue une nuisance, pour permettre aux
employés de la ville de s'introduire sur
lesdits terrains pour y enlever lesdites
nuisances aux frais du propriétaire en
défaut et pour imposer des amendes aux

with the infraction committed by him.

If the person in possession of such notice
refuses or fails to conform thereto within
the delay therein mentioned, the clerk
of the Municipal Court may lodge a com-
plaint against him, according to law."

Com-
plaint.

29. Section 439 of the Cities and
Towns Act is replaced, for the town, by
the following:

R.S.,
c. 233,
s. 439,
replaced
for town.

"**439.** The council may, by by-law,
in order to pay the sum expended in the
construction of waterworks, public wells,
cisterns or reservoirs, and the interest
thereon, impose, wholly or in part, on
all the owners or occupants of immove-
ables in the municipality, or on those
for whose benefit such improvements are
made, an annual special tax, proportionate
to the frontage of such immoveables or
on the valuation."

Special
tax.

30. Section 440 of the Cities and
Towns Act is replaced, for the town, by
the following:

R.S.,
c. 233,
s. 440,
replaced
for town.

"**440.** Such special tax shall be im-
posed and levied, even upon the owners
or occupants not availing themselves of
the water from the waterworks; provided
that the municipality has notified such
owners or occupants, that it is prepared,
at its own expense, to bring the water to
the line of the street opposite their
respective immovable property."

Liability
for tax.

31. Section 472 of the Cities and
Towns Act is amended, for the town, by
adding thereto, after paragraph 1, the
following:

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.

"1a. To enact that the fact that the
owner of a vacant lot, or of a lot partly
built on, allows branches, brush and tall
grass to grow on said lot, or allows scrap
iron, waste matter, rubbish, papers or
empty bottles, to remain thereon, con-
stitutes a nuisance; to authorize the em-
ployees of the town to enter on such land
to remove the said nuisance at the cost
of the owner at fault, and to impose fines
on persons who allow such nuisance to

Nuisan-
ces.

personnes qui laissent exister telles nuisances de même que pour prescrire toutes mesures propres à les empêcher."

exist, and to prescribe all measures calculated to prevent the same."

S.R.,
c. 233,
a. 484a,
aj. pour
la ville.

32. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 484, le suivant:

32. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 484, the following: R.S.,
c. 233,
s. 484a,
added
for town.

Année
fiscale.

"**484a.** Le fait que dans le passé la ville ait fixé son année fiscale du premier juillet au trente juin de l'année suivante ne doit pas être considéré comme contraire à la loi.

"**484a.** The fact that the town in the past has fixed its fiscal years from the first of July to end on the 30th of June of the following year, shall not be deemed to have been done contrary to law. Fiscal
year.

Idem.

L'année fiscale ayant débuté le premier juillet 1953 doit se terminer le trente et un décembre 1954, et, à compter de cette date, les dispositions de l'article 484 de la Loi des cités et villes s'appliqueront à la ville de Beaconsfield.

The fiscal year which commenced on the first of July, 1953, shall end on the 31st of December, 1954, and, from such date, the provisions of section 484 of the Cities and Towns Act shall apply to the town of Beaconsfield. Idem.

Idem.

Pour la période allant du premier juillet 1954 au premier janvier 1955, le conseil décrètera l'imposition des mêmes taxes déjà imposées pour la période allant du premier juillet 1953 au 30 juin 1954, mais dans la proportion de cinquante pour cent seulement."

For the period comprised between the first of July, 1954, and the first of January, 1955, the council shall enact the imposition of the same taxes as have already been imposed for the period from the first of July, 1953, to the 30th of June, 1954, but in the proportion of fifty per cent only." Idem.

S.R.,
c. 233,
a. 575,
remp.
pour la
ville.

33. L'article 575 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

33. Section 575 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 575,
replaced
for town.

Vente des
immeu-
bles ac-
quis.

"**575.** Ces immeubles, ainsi acquis par la municipalité et qui n'ont pas été rachetés, doivent être vendus, soit à l'enchère, soit par vente privée, selon que le conseil le décrètera par résolution, dans l'année qui suit l'expiration du délai pendant lequel le retrait pouvait être exercé. Le ministre des affaires municipales peut cependant accorder de nouveaux délais, à la demande du conseil, pour des raisons qu'il juge suffisantes.

"**575.** Immoveables so purchased by the municipality, which have not been redeemed, shall be sold, either at auction or at private sale, as the council may order by resolution, within the year next after the expiration of the delay in which redemption might have been exercised. The Minister of Municipal Affairs may, however, grant further delays, at the request of the council, for reasons that he may deem sufficient. Sale of
property
pur-
chased.

Propriété
de la ville.

Nonobstant ce qui précède, le conseil pourra décréter, par règlement, après l'expiration du délai pendant lequel le retrait aurait pu être exercé, que tels immeubles ainsi acquis demeureront la propriété définitive de la municipalité, pour servir comme parc public, terrain de jeux ou à d'autres fins municipales.

Notwithstanding the foregoing, the council may order, by by-law adopted, after the expiration of the delay in which redemption might have been exercised, that such immoveables so purchased shall remain the absolute property of the municipality, to be used as public parks, playgrounds or for other municipal purposes. Property
of town.

Approba-
tion.

Ce règlement n'aura force et effet qu'après approbation du ministre des affaires municipales."

Such by-law shall have force and effect only after approval by the Minister of Municipal Affairs." Approval.

S.R.,
c. 233,
a. 581a,
aj. pour
la ville.

34. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 581, le suivant:

Travaux
perma-
nents.

"581a. Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Calcul.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Cotisation
spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), et, à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux.

Termes.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt. Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Emission
de bons.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission de bons ou d'obligations émises conformément aux dispositions de la charte de la ville, ou à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

34. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 581, the following;

R.S.,
c. 233,
s. 581a,
added
for town.

"581a. Upon petition signed by a proprietor or the proprietors representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or part of a street or of a lane, approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to execute, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, aqueducts and their connections, and other so called permanent works, and to borrow, if need be, the amounts required for such purposes.

Perma-
nent
works.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or a lane as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Calcula-
tion.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233) and for such purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for all such works.

Special
assess-
ment.

The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made. Such loans shall be ordered by by-law of the town council but without being subject to the approval of the rate-payers, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Term.

They shall be made by means of an issue of bonds or debentures issued in accordance with the provisions of the charter of the town, or in the absence of provisions on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.

Issue of
bonds.

Spécification.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la ville, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Fonds d'amortissement.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les bons ou obligations émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations et de ces actions enregistrées, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

Emprunt aux banques.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque, avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces bons ou obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

S.R., c. 233, s. 585a, aj. pour la ville.

35. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 585, le suivant:

Travaux d'aqueduc et d'égouts.

"**585a.** Le conseil peut décréter, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires de la ville et par le ministre des affaires municipales, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, les travaux d'aqueducs et d'égouts nécessaires au développement général de la ville sur certaines rues, quoique la majorité des propriétaires qui en bénéficieront n'en ait pas un besoin immédiat.

Cotisation.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation et la négociation de l'emprunt, sont défrayés au moyen d'une cotisation basée sur l'éva-

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the town council unless a written declaration has been obtained from the town engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

Spécification.

The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent works carried out under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the bonds or debentures issued for the payment of such works, and to redeem such debentures and registered stock at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town.

Sinking-fund.

The town is authorized to borrow temporarily from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said debentures or registered stock.

Borrowing from banks.

Such loans and the negotiation of such bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works."

Delay.

35. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 585, the following:

S.R., c. 233, s. 595a, added for town.

"**585a.** The council may order, by by-law approved by the town electors who are property-owners and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission, the works for the water-works and sewerage systems required for the general development of the town on certain streets, although a majority of the owners who are to benefit thereby have no immediate need thereof.

Works for water-works and sewerage systems.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation and negotiation of the loan, shall be paid by an assessment based upon the

Assessment.

valuation de tous les immeubles taxables de la ville.

Charge
sur les
proprié-
taires in-
téressés.

Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux, dès qu'ils commenceront à faire usage desdits services d'aqueducs et d'égouts, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison de l'évaluation d'iceux ou autrement. Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services, sera divisée en vingt versements égaux et sera prélevée pendant vingt années consécutives.

Rôle de
percep-
tion.

Dès la fin des travaux, un rôle de perception devra être fait selon la loi, quant à sa confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles des propriétaires qui bénéficieront desdits travaux lorsqu'ils en feront usage.

Verse-
ments.

Cette taxe imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra due en vingt versements, tel que susdit, devra être entrée au rôle de perception ordinaire, chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à se servir desdits services. Cette taxe spéciale, dès que perçue, devra être versée au fonds d'amortissement servant à payer les remboursements annuels des emprunts payables par les propriétaires de tous les immeubles imposables de la ville."

S.R.,
c. 233,
a. 593,
remplacé
pour la
ville.

36. L'article 593 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Approba-
tion de
règle-
ments
d'em-
prunt.

"593. Tout règlement qui décrète un emprunt sera soumis à l'approbation des électeurs propriétaires en suivant les formalités ci-après énumérées. Immédiatement après l'adoption de ce règlement par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires, qui, en vertu de la loi, ont droit de vote sur ce règlement, sera convoquée par avis public, signé par le greffier, avec un délai de huit jours francs, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil. Cette assemblée sera présidée par le

valuation of all the taxable immoveables of the town.

Such by-law shall order that the cost or part of the cost for such works is charged to the owners who are to benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail themselves of the waterworks and sewerage systems, by means of a special tax imposed on their immoveables, in proportion to the valuation thereof or otherwise. Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each owner, shall be divided into twenty equal payments and shall be levied during twenty consecutive years.

Charge on
interested
owners.

Upon the completion of the works a collection roll shall be made according to law as to its making, approval and contestation, if need be, establishing the portion of such tax imposed on the immoveables of the owners who will benefit by such works when they start making use thereof.

Collection
roll.

Such tax, imposed on the immoveables benefiting by such said works and which shall become due in twenty payments, as aforesaid, shall be entered in the ordinary collection roll, each year, as soon as the owners of such immoveables start using such services. Such special tax, as soon as collected, shall be paid into the sinking-fund applied to the payment of the annual reimbursements of the loans payable by the owners of all the taxable immoveables of the town."

Pay-
ments.

36. Section 593 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 593,
replaced
for town.

"593. Every by-law ordering a loan shall be submitted for the approval of the electors who are property-owners in compliance with the formalities herein-after enumerated. Immediately after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property owners and who are entitled by law to vote on such by law, shall be called by public notice signed by either the secretary treasurer or the clerk, with a delay of eight clear days, at the place, on the date and at the time fixed by the

Approval
of loan
by-laws.

maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins. Le greffier de la ville agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Demande de votation. Dix électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation.

Date. Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside devra fixer le jour de la votation, à une date qui ne devra pas être plus éloignée que le trentième jour après cette assemblée.

Adoption. Dans le cas où dix électeurs propriétaires ne demanderaient pas la votation, dans le délai fixé, le règlement sera censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

Approbation. Tout règlement ainsi soumis à l'approbation des électeurs propriétaires restera sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra n'approuver un tel règlement que pour partie."

S.R., c. 233, a. 594, remp. pour la ville. **37.** L'article 594 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Procédure. "594. Lorsque la votation aura été requise sur un règlement d'emprunt, la procédure pour la votation se fera conformément aux articles 399 à 410 de la Loi des cités et villes."

S.R., c. 233, ss. 604a-604f, aj. pour la ville. **38.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 604, les paragraphes et articles suivants:

§ 28a.—Fonds de roulement

Fonds de roulement autorisé. "604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer des dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est

council. Such meeting shall be presided over by the mayor or acting-mayor, or in their absence, by one of the aldermen. The town clerk shall act as secretary and shall read and submit the by-law to the meeting.

Ten electors present and qualified to vote on such by-law may demand a poll but only during the hour following the opening of the meeting.

Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the polling-day for a date which must not be later than the thirtieth day after such meeting.

If ten electors who are property-owners do not demand a poll within the delay fixed, the by-law shall be deemed to be unanimously adopted by the rate-payers concerned.

Every by-law so submitted for approval by the electors who are property-owners shall remain subject to approval of the Lieutenant-Governor in Council who may approve such by-law in part only."

R.S., c. 233, s. 594, replaced for town. **37.** Section 594 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"594. When a poll is demanded on a loan by-law, the procedure for the polling shall be in accordance with sections 399 to 410 of the Cities and Towns Act."

R.S., c. 233, ss. 604a-604f, added for town. **38.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 604 thereof, the following subdivision and sections:

§ 28a.—Working-fund

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the money it may need either to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long term loan, the council

Demanding poll.

Date.

Adoption.

Approval.

R.S., c. 233, s. 594, replaced for town.

Procedure.

R.S., c. 233, ss. 604a-604f, added for town.

Working-fund authorized.

pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

may, by by-law, constitute a fund known as the "working-fund".

Capital. "604b. Le capital de ce fonds n'exède pas dix mille dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant.

"604b. The capital of such fund shall not exceed ten thousand dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount. **Capital.**

Emprunt. "604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de dix mille dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"604c. The town is authorized to borrow a sum of ten thousand dollars repayable in a period of twenty years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveable property shall not be required. **Loan.**

Emprunts de ce fonds. "604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être pour un terme excédant cinq ans. Cependant, les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes contemplated in the foregoing section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. **Borrowing from such fund.**

Affectation de deniers. "604e. Le conseil peut affecter les deniers liquides de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la province de Québec qui resteront à l'actif dudit fonds.

"604e. The council may appropriate the liquid moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec which shall remain credited to such fund. **Appropriation of moneys.**

Intérêts. "604f. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés."

"604f. The interest on the working-fund shall be appropriated as ordinary revenue of the fiscal year during which it is earned. **Interest.**

Entrée en vigueur. 39. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

39. This act shall come into force on the day of its sanction. **Coming into force.**